**[CHRONIQUE](https://www.lemonde.fr/idees-chroniques/)**

**« La vocation de la francophonie est essentiellement géopolitique »**

**[Yann Gwet](https://www.lemonde.fr/signataires/yann-gwet/)** [chroniqueur Le Monde Afrique](https://www.lemonde.fr/signataires/yann-gwet/)

« Depuis toujours, pour l’élite française, la promotion de la langue française n’est que la poursuite de la politique par d’autres moyens », analyse notre chroniqueur.

Publié le 20 février 2018 à 13h18 - Mis à jour le 20 février 2018 à 16h24

**Chronique.** Le militantisme d’Emmanuel Macron autour de la francophonie a remis sur le devant de la scène un enjeu central pour l’avenir de l’Afrique francophone. Plusieurs intellectuels d’origine africaine se sont emparés du débat, mais d’une manière qui n’éclaire pas sur les enjeux stratégiques de la Francophonie. La [lettre ouverte de l’écrivain Alain Mabanckou à Emmanuel Macron](https://bibliobs.nouvelobs.com/actualites/20180115.OBS0631/francophonie-langue-francaise-lettre-ouverte-a-emmanuel-macron.html), publiée par le journal *L’Obs*, est à cet égard symptomatique. L’écrivain déplore que, dans son discours d’ouverture de la Foire du livre de Francfort en octobre 2017, le président français n’ait *« cité aucun auteur d’expression française venu d’ailleurs,*[vous]*contentant de porter au pinacle Goethe et Gérard de Nerval ».*

Plus loin, après avoir relevé *« qu’on »* fait à la francophonie institutionnelle le *« grand reproche »* d’être complaisante vis-à-vis des autocraties d’Afrique francophone, il suggère curieusement au président français de *« prouver »* à la jeunesse africaine qu’il est *« d’une autre génération »*, et que cette jeunesse a *« droit, ici et maintenant, à ce que la langue française couve de plus beau, de plus noble et d’inaliénable : la liberté ».*

**En opposition à l’anglophonie**

Alain Mabanckou et plusieurs auteurs qui ont écrit sur le sujet revendiquent une francophonie inclusive, ouverte, bienveillante, émancipatrice. Mais cette vision tranche avec la réalité historique. Depuis toujours, pour l’élite française, la promotion de la langue française n’est que la poursuite de la politique par d’autres moyens : qui parle français, pense français et *« agit français »*. La francophonie n’a jamais eu pour vocation d’accommoder l’élite des *« créateurs de langue française »*, encore moins les masses africaines paupérisées. Sa vocation est essentiellement géopolitique.

Déjà, à Fachoda, en 1898, il était question d’empêcher les Anglais d’étendre leur influence au détriment de la France. La francophonie s’est souvent définie en opposition à l’anglophonie. Dans un article intitulé « Mitterrand et l’Afrique en 1957 : une interview révélatrice », paru dans le numéro 58 de la revue *Politique africaine*publié en juin 1995, l’historien Michel Brot rapporte les propos tenus par François Mitterrand, alors ministre de la justice de la VIe République, à un journaliste britannique venu l’interviewer à l’occasion de la cérémonie d’investiture de Kwame Nkrumah, où le futur président représentait le gouvernement français : « *Tous les ennuis que nous avons eus en Afrique occidentale française n’ont rien à voir avec un désir d’indépendance, mais avec une rivalité entre les blocs français et britannique. Ce sont des agents britanniques qui ont fomenté tous nos ennuis*».

**Le « complot anglo-saxon »**

Au moment de la guerre du Biafra, alors que les grandes puissances occidentales soutenaient le pouvoir central du Nigeria, la France prit fait et cause pour le mouvement sécessionniste d’Odumegwu Ojukwo, pour entre autres affaiblir le géant nigérian, anglophone, dont l’influence en Afrique de l’Ouest dérangeait les intérêts français. Dans un article publié en 1994 dans *The Times*, le journaliste Sam Kiley cite le général Jacques Lanxade, alors chef d’état-major des armées françaises, parlant du FPR (Front patriotique rwandais, rébellion partie d’Ouganda le 1er octobre 1990 pour attaquer le Rwanda) comme un élément du *« complot anglo-saxon »*.

Au Cameroun, la crise anglophone devrait nous rappeler que les germes de la révolte actuelle ont été plantés dès les premières années de la réunification (en 1961), lorsque la France a entrepris d’imposer sa langue en zone dite anglophone, et donc d’influencer le bilinguisme camerounais. Dans son livre *Diplomacy and Nation-Building in Africa*, Mélanie Torrent raconte qu’au cours d’une rencontre avec Ahidjo à Paris en juin 1965, déjà soucieux de contenir l’influence supposée du Nigeria (et du Ghana), *« le président français a affirmé avec force que la généralisation de l’usage du français, plutôt que la promotion de l’apprentissage de l’anglais, lui semblait l’orientation politique la plus sensée ».*

**Un enjeu majeur pour l’Afrique**

Depuis la ville de Buéa, les responsables politiques locaux relevaient les *« efforts déterminés »* de la France et soulignaient le risque que l’anglais soit *« anéanti par cet influx de culture française »* en région anglophone. Leur inquiétude était justifiée : deux jours avant la visite d’Ahidjo à Paris, l’ambassadeur de France avait écrit à Maurice Couve de Murville, alors ministre des affaires étrangères, que *« la France devait investir massivement dans l’apprentissage du français auprès du cinquième des Camerounais »* qui n’étaient pas francophones. Le retour sur investissement a été significatif : en 1964, 68 % des programmes de la radio nationale camerounaise étaient en français ; en 1973, 96 % l’étaient. Lors de sa création, en 1974, *Cameroun Tribune*, le journal officiel, paraissait tous les jours en français, et seulement une fois par semaine en anglais.

Aujourd’hui encore, il est probable que l’offensive d’Emmanuel Macron en direction de la francophonie soit motivée par les mêmes considérations froidement géopolitiques, plutôt que par l’idée de répondre aux préoccupations accessoires d’intellectuels francophones ou de *« prouver »* quoi que ce soit à la jeunesse francophone d’Afrique. Depuis la fameuse poignée de mains avec Donald Trump, jusqu’à son *« Make The Planet Great Again »* lancé au monde après l’annonce américaine du retrait américain de l’Accord de Paris sur le climat, le président français voit vraisemblablement dans l’isolationnisme de Donald Trump l’occasion de pousser ses pions tricolores – et la francophonie n’est qu’un levier d’action parmi d’autres.

Pour autant, la francophonie reste un enjeu majeur pour l’Afrique. Mais la vraie question qu’elle pose est de savoir quelle place doit occuper le français dans une Afrique qui devra se réinventer en profondeur pour trouver sa propre voie dans un monde *de facto* anglo-saxon.

**Yann Gwet** est un essayiste camerounais.